

## **CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA FORMATION INFIRMIER**

Région Centre-Val de Loire	Agence Régional de Santé (A.R.S) de la Région Centre-Val de Loire	Université François-Rabelais	GROUPEMENT DE COOPERATION SANITAIRE I.F.S.I publics région Centre-Val de Loire	Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale de La Croix-Rouge Française

### *Entre*

La Région Centre-Val de Loire-, sise 9 rue Saint Pierre Lentin, 45041 Orléans Cedex 1, représentée par Monsieur François BONNEAU, dûment habilité par la délibération de la Commission Permanente du 16 avril 2015 (C.P.R. n°15.04.22.36),

L'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire, sise cité coligny-131 rue Faubourg Bannier – BP 74409-45044 OLEANS Cedex 1, représentée par Madame Anne BOUYGARD, Directrice Générale, dûment habilité à signer la présente convention,

L'Université François-Rabelais de Tours, sise 60 rue du Plat d'Étain 37000 TOURS, représentée par Monsieur Philippe VENDRIX, son Président, dûment habilité à signer la présente convention. L'université sera désignée ci-dessous par le terme « l'Université coordonnatrice »,

Le Groupement de Coopération Sanitaire des I.F.S.I publics de la région Centre-Val de Loire, constitué-par convention en date du 19 mars 2010, représenté par le Centre Hospitalier du Blanc et désigné ci-après « l'Administrateur du G.C.S ».

L'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale de la Croix-Rouge française représenté par Madame Françoise PARISOT-LAVILLONNIERE dûment habilitée à signer la présente convention, ci-après désigné par le terme « l'I.R.F.S.S de la Croix-Rouge Française »,

### *Vu*

Le Code de la Santé Publique,

Le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Code de l'Éducation,

La Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 73,

Le Décret n° 2005-723 du 29 juin 2005 relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant d'établissements publics de santé et modifiant le code de la santé publique,

Le Décret n° 85-906 du 23 août 1985 fixant les conditions de validations des études, des expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'Enseignement supérieur,

L'arrêté modifié du 31 juillet 2009 de la Ministre de la santé et des sports relatif au diplôme d'Etat d'infirmier,

La circulaire DHOS/RH1/DGESIP n° 2009-201 du 26 juin 2009 relative à la délivrance du grade de licence aux infirmiers diplômés d'Etat et à l'organisation du partenariat Conseils régionaux/Universités/I.F.S.I,

La circulaire DHOS/RH1/DGESIP/n° 2009/202 du 9 juillet 2009 relative au conventionnement des I.F.S.I avec la Région et l'Université dans le cadre de la mise en œuvre du processus L.M.D,

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire des I.F.S.I publics de la région Centre-Val de Loire en date du 19 mars 2010.

### *Considérant*

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales stipule dans son article 73 que la Région a la charge du financement du fonctionnement et de l'équipement des instituts de formation mentionnés à l'article L 4383.3 du code de la santé publique lorsqu'ils sont publics et qu'elle peut participer à ces mêmes dépenses lorsque ces instituts sont privés. Parmi ces instituts publics ou privés figurent les Instituts de formation en soins infirmiers (I.F.S.I).

Par ailleurs, la loi Hôpital Patients Santé Territoires portant création de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S) confie à cette dernière le pilotage stratégique des formations sanitaires. Son rôle est de garantir la qualité de la formation, la professionnalisation des métiers et d'assurer un accompagnement technique et pédagogique des écoles et instituts. Le Directeur Général de l'A.R.S et ses services sont ainsi associés à toute décision portant sur les aspects pédagogiques de la formation.

Depuis septembre 2009, la formation des infirmiers est engagée dans le processus Licence Master Doctorat (L.M.D). L'intégration du diplôme d'Etat d'infirmier dans le processus L.M.D se concrétise par la reconnaissance aux titulaires du diplôme d'Etat d'infirmier du grade de licence

La reconnaissance par le Ministère chargé de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche du grade de licence nécessite que l'ensemble des établissements de santé publics et privés, supports d'un I.F.S.I, et les I.F.S.I dotés de la personnalité juridique passent une convention au sein de chaque académie avec la Région et les Universités, ces dernières étant coordonnées par une Université disposant d'une composante de formation en santé.

Cette convention précise la participation des Universités aux instances pédagogiques et leurs contributions aux enseignements et jurys d'examen. Elle prévoit les modalités selon lesquelles les dossiers d'évaluation des formations sont transmis à échéance régulière, par l'intermédiaire de l'« Université coordonnatrice », au Haut Conseil de l'Evaluation et de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur.

En Région Centre-Val de Loire, les établissements supports des I.F.S.I publics se sont constitués le 19 mars 2010 en Groupement de coopération sanitaire, lequel est mandaté pour la signature, la mise en œuvre et le suivi de la convention. L'Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale de la Croix-Rouge Française, seul institut privé de formation en soins infirmiers en Région Centre-Val de Loire, est également signataire de la présente convention aux côtés de la Région et de l'Université François-Rabelais de Tours et de l'Agence Régionale de Santé.

### *Objet*

La présente convention a pour objet les modalités de mise en œuvre de la formation d'infirmier en Région Centre-Val de Loire entre les cosignataires (arrêté du 31 juillet 2009 de la Ministre de la santé et des sports).

Afin de permettre aux étudiants qui se sont inscrits en formation d'infirmier, de se voir délivrer le grade licence, les cosignataires de la présente convention conviennent des dispositions suivantes

# **TITRE 1 : MODALITES DE MIS EN ŒUVRE DE PARTENARIAT**

## ***Article 1 : Principes généraux de partenariat***

Le groupement de coopération sanitaire et « l'I.R.F.S.S de la Croix-Rouge Française » s'engagent à mettre en œuvre les modalités du diplôme d'Etat d'infirmier telles que décrites dans l'arrêté en date du 31 juillet 2009 susvisé.

Les signataires de la présente convention participent aux commissions pédagogiques spécialisées créés au sein du « G.C.S » et au sein de « l'I.R.F.S.S Croix-Rouge Française ».

Ces commissions spécialisées sont chargées de proposer et de mutualiser les orientations et expériences pédagogiques fixées par l'assemblée générale du « G.C.S » et par le conseil de surveillance de « l'I.R.F.S.S de la Croix-Rouge Française » et de s'assurer du respect des objectifs et engagements pris dans la présente convention.

Le G.C.S et « l'I.R.F.S.S de la Croix-Rouge Française » s'engagent à informer les intervenants agréés par « l'Université coordonnatrice » du référentiel de formation infirmier et de ses modifications éventuelles ainsi que de la spécificité du public et du projet pédagogique de chaque institut dans lequel ils seront amenés à intervenir.

« L'Université coordonnatrice » désigne un correspondant par unité d'enseignement (U.E) contributive : celui-ci intervient dans le conseil, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des U.E dans un objectif d'harmonisation régionale.

Une attention particulière est accordée à cette organisation de façon à répondre aux exigences de la formation sur l'ensemble du territoire régional. Cette organisation tient compte des ressources disponibles et peut faire appel aux technologies de l'information et de la communication.

## ***Article 2 : Les enseignements universitaires***

Le référentiel de formation du diplôme d'Etat d'infirmier valant grade de licence nécessite qu'une partie de la formation soit dispensée par des enseignants agréés par « l'Université coordonnatrice », notamment dans certaines UE des domaines d'enseignement suivants :

- Sciences humaines sociales et droit,
- Sciences biologiques et médicales,
- Sciences techniques infirmières, fondements et méthodes : Initiation à la démarche de recherche

Pour ce faire, « l'Université coordonnatrice » met à disposition des I.F.S.I des ressources pédagogiques. Elles sont présentées pour avis aux groupes de travail concernés. A défaut, les Directeurs et Directrices d'I.F.S.I auront recours aux ressources pédagogiques de leur choix.

### ***Article 3 : Catégorie de personnels enseignants pour le compte de l'Université***

Les enseignements universitaires sont assurés par des personnels enseignant dans les universités ou des intervenants extérieurs :

- Soit des personnels en fonction à l'université :
  - Des enseignants-chercheurs ou enseignants du second degré en fonction dans une université,
  - Des professeurs des universités-praticiens hospitaliers (P.U-P.H),
  - Des maitres de conférences des universités-praticiens hospitaliers (M.C.U-P.H)
  - Des chefs de clinique assistants (C.C.A),
  - Des assistants hospitalo-universitaires (A.H.U),
  - Des doctorants.
- Soit des intervenants extérieurs à l'université:
  - Des praticiens hospitaliers,
  - Des formateurs permanents des instituts de formation,
  - Des chargés d'enseignement vacataires ou des attachés d'enseignement, ou autres intervenants recrutés en raison de leurs compétences par les I.F.S.I

Les intervenants extérieurs à l'Université, devront être habilités par « l'Université coordonnatrice », selon des modalités déterminées par cette dernière, en concertation avec les Instituts de formation. Les critères d'habilitation portent notamment sur les titres ou diplômes des intervenants, leurs compétences pédagogiques. Ils s'engagent au respect du contenu des U.E, à la mise en œuvre des évaluations des étudiants et à l'évaluation de leurs enseignements.

### ***Article 4 : Participation de l'Université aux instances, commissions et jurys***

« L'Université coordonnatrice » désigne un enseignant chercheur dans les jurys d'examen et d'attribution du Diplôme d'Etat conformément à la réglementation.

Le G.C.S et « l'I.R.F.S.S de la Croix-Rouge Française » travaillent en lien avec « l'Université coordonnatrice » à l'organisation des enseignements et à la participation des intervenants agréés par « l'Université coordonnatrice » au sein d'une commission en charge des questions pédagogiques en lien avec la reconnaissance universitaire des unités d'enseignement concernées par la réforme (C.P.R voir article 8 de la présente convention)

Conformément à l'arrêté du 21 avril 2007 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des instituts paramédicaux, l'Université dispose d'une voix délibérative aux conseils pédagogiques des I.F.S.I.

« L'Université coordonnatrice » désigne un enseignant-chercheur dans les jurys d'examen et d'attribution du diplôme d'Etat conformément à la réglementation.

## **TITRE 2 : VIE ETUDIANTE**

### ***Article 5 : Validation des acquis de l'expérience et dispense de scolarité***

Des dispenses de scolarité, au vue des cursus de formations déjà suivis peuvent être accordées selon les modalités prévues par les dispositions réglementaires régissant la préparation du Diplôme d'État d'infirmier.

« L'Université coordonnatrice » étudiera les conditions d'accès d'étudiants titulaires du diplôme d'Etat en soins infirmiers, délivré avant 2012, à la préparation d'un diplôme national de licence, dans le domaine des sciences de la vie ou dans le domaine des sciences humaines et sociales, avec prise en compte des acquis de formation et des acquis professionnels de ces étudiants.

### ***Article 6 : Accès des étudiants aux œuvres universitaires et au service de l'Université***

Les étudiants des I.F.S.I doivent prendre parallèlement une inscription administrative auprès de « l'Université coordonnatrice ». L'inscription à l'Université n'entraîne pas de versement de droits de scolarité.

Les étudiants en soins infirmiers bénéficient de plein droit des services offerts par les C.R.O.U.S comme cela est prévu par la circulaire interministérielle DHOS/RH1/DGESIP/2009/208 du 9 juillet 2009 relative à la situation des étudiants inscrits dans les instituts de formation paramédicaux au regard du bénéfice des prestations des œuvres universitaires.

Par ailleurs, la possibilité peut être donnée contractuellement aux étudiants des I.F.S.I d'accéder à certains services communs universitaires, à savoir :

- documentation,
- activités physiques et sportives,
- médecine préventive et promotion de la santé,
- activités culturelles,
- information et orientation,

Afin de mettre en œuvre cette possibilité, les I.F.S.I concernés ou « l'I.R.F.S.S de la Croix-Rouge Française » doivent verser une contribution annuelle à « l'Université coordonnatrice », représentative des droits perçus auprès des étudiants pour l'accès à l'ensemble ou à une partie de ces services communs,

En contrepartie de cette contribution annuelle, les étudiants de ces instituts bénéficieront des prestations offertes par les services communs universitaires, dans les mêmes conditions que les étudiants inscrits à « l'Université coordonnatrice ».

### ***Article 7 : Mobilité européenne et internationale***

Les signataires de la présente convention conviennent de prendre conjointement des initiatives de nature à permettre aux étudiants des instituts de formation en soins infirmiers, concernés par la convention, de participer à des programmes d'échanges européens.

### **TITRE 3 : SUIVI DE PARTENARIAT**

#### ***Article 8 : Commission Pédagogique Régionale (C.P.R)***

Elle est composée des membres suivants :

- du Président de « l'Université Coordonnatrice » ou de son représentant,
- des correspondants universitaires par unité d'enseignement et/ou regroupements d'unités d'enseignement
- de 3 Directeurs d'I.F.S.I siégeant au sein du « G.C.S » et du Directeur de « l'I.R.F.S.S Croix-Rouge Française »,
- le Président du Conseil Régional ou son représentant,
- le Directeur Général de l'A.R.S ou son représentant,
- de 3 étudiants siégeant au sein du « G.C.S » et d'un étudiant issu de « l'I.R.F.S.S Croix-Rouge Française »

Elle est chargée notamment :

- d'examiner toutes les questions d'organisation et de contenu de la formation relatives aux unités d'enseignements (U.E) placées sous la responsabilité des enseignants universitaires.
- des questions d'organisation des relations entre les partenaires et des questions de financement des formations et des équipements pédagogiques

Elle est présidée par le Président de « l'Université coordonnatrice » ou son représentant, assisté de deux vices Présidents : le Président du Conseil régional ou son représentant et le Directeur de l'A.R.S ou son représentant. Elle se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son Président.

En cas d'égalité de voix lors d'un vote, la voix du Président est prépondérante.

« L'Université coordonnatrice » en assure le secrétariat.

#### ***Article 9 : Commission de suivi de la convention***

La commission de suivi se compose du Directeur de l'A.R.S ou de son représentant, du Président de « l'Université coordonnatrice » ou de son représentant, du Président du Conseil régional ou de son représentant, de « l'administrateur du G.C.S public » ou de son représentant et d'un représentant de « l'I.R.F.S.S Croix-Rouge Française ».

Elle se réunit au moins une fois par an pour suivre et ajuster, le cas échéant, la mise en place de la convention. Elle est présidée par le Président du Conseil régional ou son représentant.

## **TITRE 4 : EVALUATIONS**

### ***Article 10 : Evaluation interne (Unités Enseignements Universitaires)***

L'évaluation des enseignements inhérente aux unités d'enseignement (U.E) rattachées aux domaines visés à l'article 2 de la présente convention se fait en partenariat avec « l'Université coordonnatrice » (élaboration des sujets, grilles de correction).

### ***Article 11 : Evaluation nationale (H.C.E.R.E.S)***

Les formations en soins infirmiers font l'objet d'un dispositif d'évaluation interne et d'une évaluation nationale périodique assurée par le Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (H.C.E.R.E.S) : les résultats de cette évaluation font l'objet d'une publicité auprès des différents partenaires associés dans ces formations.

## **TITRE 5 : MOYENS DEVOLUS AU PARTENARIAT**

### ***Article 12 : Principes généraux de financement***

**La prise en charge des coûts d'intervention des enseignants salariés des universités de la Région Centre-Val de Loire**, de la convention de partenariat pour la mise en place de la réforme de la formation d'infirmier est définie comme suit :

Le coût spécifique occasionné pour les Universités par la mise en place des formations (supports de formation, vacations d'enseignement, déplacement des intervenants, participation aux C.A.C, frais de délivrance du grade de licence, suivi administratif), est pris en charge par la Région, sur la base des ressources apportées par l'Etat à cet effet, et par voie de subventions de fonctionnement, allouées à « l'Université coordonnatrice », qui en assure le cas échéant la répartition entre les Universités assurant conjointement les formations.

Les subventions versées par la Région, sur la base des ressources allouées par l'Etat, à « l'Université coordonnatrice » pour la mise en place des enseignements universitaires ainsi que leurs modalités de versement sont définies selon le cadre suivant :

#### **a) Interventions donnant droits à indemnisation :**

1. Les heures de Cours Magistraux et de Travaux Dirigés dispensées par des salariés des Universités de Tours et d'Orléans sur les domaines suivants du référentiel de formations infirmiers :
  - sciences humaines, sciences sociales et droit
  - sciences biologiques et médicales
  - sciences techniques infirmières, fondements et méthodes : initiation à la démarche de recherche

Ces heures de service feront l'objet d'une rémunération aux taux fixés par l'arrêté du 6 novembre 1989 modifié, pris en application du décret n° 83-1175 du 23 décembre 1983 modifié.

2. Les heures passés au sein des Commissions d'Attributions des Crédits (C.A.C) des différents instituts de formations en soins infirmiers (I.F.S.I) de la région par les enseignants désignés par « l'Université Coordonnatrice » pour siéger au sein de ces commissions seront rémunérées au taux horaire du cours (T.D) à raison de 3 heures maximum par C.A.C;
3. Les heures nécessaires à la préparation et à la mise en ligne des cours sur la plateforme d'enseignement numérique de travail seront rémunérées au taux horaire du C.M;
4. Les heures d'intervention occasionnées par d'éventuels regroupements pédagogiques avec un ou plusieurs promotions d'un ou plusieurs I.F.S.I seront rémunérées au taux horaire du C.M.
5. Les frais de déplacements, frais de mission et frais annexes réglementaires engagés par ces enseignants dans le cadre des activités de 1 à 4 sont remboursés par la Région à « l'Université coordonnatrice » selon les bases réglementaires (arrêtés fixant taux en vigueur et indemnités kilométriques) Le versement correspondant est intégré à la subvention totale versée par la Région à « l'Université coordonnatrice ». Cette dernière rembourse directement les intéressés selon les bases réglementaires en vigueur pour les déplacements effectués en véhicule personnel ou en train, les frais de mission, les frais annexes réglementaires.

Les personnels concernés devront produire un ordre de mission pour chaque déplacement quel que soit la nature de leurs interventions.

Les frais de déplacements, frais de mission et frais annexes réglementaires occasionnées par toutes les activités 1 à 4 feront l'objet d'un tableau récapitulatif à part où apparaîtront par intervenant :

- le nombre de déplacements effectués par I.F.S.I avec le nombre de kilomètres parcourus correspondant avec véhicule personnel ou le nombre de déplacements effectués par I.F.S.I en train avec dans chaque cas le coût inhérent à ces déplacements en fonction des taux réglementaires en vigueur au moment de la demande,
- le type de frais de mission, frais annexes, l'objet et le coût correspondant.

## **b) modalités et calendrier d'attribution des moyens visés au paragraphe a)**

Sous réserve du vote annuel des crédits, une convention financière annuelle d'application sera signée entre le Conseil régional et « l'Université coordonnatrice », sur la base d'une demande de subvention transmise par l'Université François Rabelais de Tours au plus tard le 31 août de l'année N faisant notamment apparaître par I.F.S.I et pour chacune des activités 1 à 5 visées au point a) et menées durant l'année scolaire allant du 1er septembre N-1 au 31 août de l'année N :

- l'identité des intervenants, leur statut et leur université de rattachement;
- les unités d'enseignement concernées par type d'intervention, (C.M, T.D, enseignement numérique) et par I.F.S.I avec pour chacune d'entre elles le nombre d'heures passées en intervention et le coût correspondant en fonction des taux horaires en vigueur au moment de la prestation;
- le nombre de C.A.C auxquelles a participé l'intervenant universitaire par I.F.S.I avec le coût correspondant en fonction du taux en vigueur au moment de la prestation,
- le nombre d'heures de préparation des cours en ligne;
- le nombre d'heures d'intervention occasionnées par d'éventuels regroupements pédagogiques ;
- les frais de déplacements, frais de mission et frais annexes selon les bases réglementaires en vigueur, par bénéficiaire un tableau détaillé des frais de déplacements, frais de mission et frais annexes, par bénéficiaire. L'Université de Tours, désignée comme université coordonnatrice dans la convention quadripartite, assurera le versement à l'Université d'Orléans des sommes correspondantes aux frais de déplacement, frais de mission et frais annexes correspondants aux interventions des enseignants rattachés à cette dernière.
- les frais liés à la délivrance du grade de licence ;
- les frais liés au suivi administratif de la convention correspondant à 0.4 E.T.P d'un poste d'assistant(e)(e)

## **TITRE 6 : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DU PARTENARIAT**

### ***Article 14 : Poursuites d'études envisageables***

Les titulaires d'un diplôme d'État d'infirmier conférant le grade de licence peuvent accéder s'ils satisfont aux prérequis en matière de formation, à la préparation des masters relevant des disciplines étudiées dans le cadre de la préparation du diplôme d'État en soins infirmiers.

En outre, « l'Université coordonnatrice » étudiera la possibilité de mettre en place des formations de niveau master ouvertes aux titulaires du grade de licence. Des représentants des formateurs d'I.F.S.I et de « l'I.R.F.S.S de la Croix-Rouge Française » seront associés aux commissions pédagogiques qui accompagneront la mise en place de ces masters.

En partenariat avec le G.C.S des I.F.S.I publics région Centre-Val de Loire et « l'I.R.F.S.S Croix-Rouge Française », « l'Université coordonnatrice » mènera une réflexion sur la prise en compte du champ des soins infirmiers dans la formation et la recherche, dans le secteur de la santé et dans d'autres secteurs de l'activité universitaire.

### ***Article 15 : Validation des acquis des formateurs***

Afin de faciliter la mise en œuvre de la réforme L.M.D de la formation d'infirmier, les signataires de la convention s'engagent, au-delà du cadre réglementaire, à porter une attention particulière à la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle des formateurs des I.F.S.I. En outre, « L'Université coordonnatrice » facilitera la mise en place des compléments de formation nécessaires aux formateurs et l'inscription dans des cursus de master.

### ***Articles 16 : Développement de la recherche***

« L'Université coordonnatrice » s'engage à mener une réflexion sur la prise en compte du champ des infirmiers dans la formation et la recherche, dans le secteur universitaire de la santé et dans d'autres secteurs de l'activité universitaire.

<h2><b><u>TITRE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES</u></b></h2>
--

### ***Article 17 : Durée de la convention***

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction à compter de la date de sa signature. Elle peut être modifiée par voie d'avenant sur proposition du comité de suivi.

La convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle se substitue à la convention précédente.

### ***Article 18 : Dénonciation***

La non mise en œuvre des dispositions visées aux articles précités entraîne la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention.

S'il y a dénonciation de la présente convention par l'une des parties signataires, celle-ci doit avoir lieu au plus tard 6 mois avant la date d'échéance de la présente convention. Elle ne prendra effet qu'à la fin de l'année universitaire en cours.

### ***Article 19 : Règlement amiable***

En cas de difficultés quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quel qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont, par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

**Article 20 : Litiges**

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 16, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif d'Orléans

Fait à (lieu)

le (date)

Région Centre-Val de Loire	Agence Régional de Santé (A.R.S) de la Région Centre-Val de Loire	Université François-Rabelais	GROUPEMENT DE COOPERATION SANITAIRE I.F.S.I publics région Centre-Val de Loire	Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale de La Croix-Rouge Française

# POUR INFORMATION

## LES UNITÉS D'ENSEIGNEMENT DITE « UNIVERSITAIRES »

---

### **Domaines d'enseignement :**

#### 1. Sciences humaines sociales et droit

- U.E 1.1 S1 Psychologie, sociologie anthropologie
- U.E 1.3 S1 Législation, éthique, déontologie
- U.E 1.1 S2 Psychologie, sociologie, anthropologie
- U.E 1.2 S2 Santé publique et économie de la santé
- U.E 1.2 S3 Santé publique et économie de la santé
- U.E 1.3 S4 Législation, éthique, déontologie

#### 2. Sciences biologiques et médicales

- U.E 2.1 S1 Biologie fondamentale
- U.E 2.2 S1 Cycles de la vie et grandes fonctions
- U.E 2.4 S1 Processus traumatiques
- U.E 2.10 S1 Infectiologie, hygiène
- U.E 2.11 S1 Pharmacologie et thérapeutiques
- U.E 2.3 S2 Santé, maladie, handicap, accidents de la vie
- U.E 2.6 S2 Processus psychopathologiques
- U.E 2.5 S3 Processus inflammatoires et infectieux
- U.E 2.8 S3 Processus obstructifs
- U.E 2.11 S3 Pharmacologie et thérapeutiques
- U.E 2.7 S4 Défaillances organiques et processus dégénératifs
- U.E 2.6 S5 Processus psychopathologiques
- U.E 2.9 S5 Processus tumoraux
- U.E 2.11 S5 Pharmacologie et thérapeutiques

#### 3. Sciences et techniques infirmières, fondements et méthodes

- U.E 3.4 S4 Initiations à la démarche de recherche
- U.E 3.4 S6 Initiations à la démarche de recherche

#### 5. Intégrations des savoirs et posture professionnelle infirmière

- U.E 5.6 S6 Analyse de la qualité et traitement des données scientifiques et professionnelles
- U.E 5.7 S5 Optionnelle
- U.E 5.7 S6 Optionnelle

#### 6. Méthodes de travail

- U.E 6.1 Méthodes de travail
- U.E 6.2 S1-S2-S3-S4-S5-S6 Anglais

1 <sup>ère</sup> ANNÉE									
SEMESTRE 1									
DOMAINES D'ENSEIGNEMENT	Nom de l'U.E	U.E	Cours Magistraux	Travaux dirigés	Travaux pratiques	Travaux personnels	Crédit ECTS	TOTAL CM ET TD	Compétences
1-Sciences humaines sociales et droit	Psychologie, sociologie anthropologie	U.E 1.1 S1	40	15		20	3	55	6
	Législation, éthique, déontologie	U.E 1.3 S1	20	20		10	2	40	7
2-Sciences biologiques et médicales	Biologie fondamentale	U.E 2.1 S1	20	5		0	1	25	4
	Cycles de la vie et grandes fonctions	U.E 2.2 S1	45	15		15	3	60	4
	Processus traumatiques	U.E 2.4 S1	30	10		10	2	40	4
	Infectiologie, hygiène	U.E 2.10 S1	20	20		10	2	40	3
	Pharmacologie et thérapeutiques	U.E 2.11 S1	35	10		5	2	45	4

6- Méthode de travail	Méthodes de travail	U.E 6.1		25		25	2	25	
SEMESTRE 2									
1-Sciences humaines sociales et droit	Psychologie, sociologie, anthropologie	U.E 1.1 S2	25	10		15	2	35	6
	Santé publique et économie de la santé	U.E 1.2 S2	20	15		15	2	35	5
2-Sciences biologiques et médicales	Santé, maladie, handicap, accidents de la vie	U.E 2.3 S2	15	15		20	2	30	1
	Processus psychopathologiques	U.E 2.6 S2	30	10		10	2	40	4

2ème ANNÉE									
SEMESTRE 3									
DOMAINES D'ENSEIGNEMENT	Nom de l'U.E	U.E	Cours Magistraux	Travaux dirigés	Travaux pratiques	Travaux personnels	Crédit ECTS	TOTAL CM ET TD	Compétences
1-Sciences humaines sociales et droit	Santé publique et économie de la santé	U.E 1.2 S3	20	20		35	3	40	5
2-Sciences biologiques et médicales	Processus inflammatoires et infectieux	U.E 2.5 S3	30	10		10	2	40	4
	Processus obstructifs	U.E 2.8 S3	30	10		10	2	40	4
	Pharmacologie et thérapeutiques	U.E 2.11 S3	15	5		5	1	20	4

SEMESTRE 4									
1-Sciences humaines sociales et droit	Législation, éthique, déontologie	U.E 1.3 S4	30	20		25	3	50	7
2-Sciences biologiques et médicales	Défaillances organiques et processus dégénératifs	U.E 2.7 S4	30	10		10	2	40	4
3-Sciences et techniques infirmières, fondements et méthodes	Initiations à la démarche de recherche	U.E 3.4 S4	20	15		15	2	35	8

## 3ème ANNÉE

## SEMESTRE 5

<b>DOMAINES D'ENSEIGNEMENT</b>	<b>Nom de l'U.E</b>	<b>U.E</b>	<b>Cours Magistraux</b>	<b>Travaux dirigés</b>	<b>Travaux pratiques</b>	<b>Travaux personnels</b>	<b>Crédit ECTS</b>	<b>TOTAL CM ET TD</b>	<b>Compétences</b>
2-Sciences biologiques et médicales	Processus psychopathologiques	U.E 2.6 S5	30	10		10	2	40	4
	Processus tumoraux	U.E 2.9 S5	30	10		10	2	40	4
	Pharmacologie et thérapeutiques	U.E 2.11 S5	30	10		10	2	40	4
5-Intégrations des savoirs et posture professionnelle infirmière		U.E 5.7 S5		20		30	2	20	

SEMESTRE 6									
3-Sciences et techniques infirmières, fondements et méthodes	Initiations à la démarche de recherche	U.E 3.4 S6	20	10		20	2	30	8
5-Intégrations des savoirs et posture professionnelle infirmière	Analyse de la qualité et traitement des données scientifiques et professionnelles	U.E 5.6 S6		40		160	8	40	7-8
	Optionnelle	U.E 5.7 S6		20		30	2	20	
6-Méthodes de travail	Anglais	U.E 6.2 S6		60		190	10	60	